



Département  
De la  
**HAUTE SAVOIE**  
\*\*\*\*\*  
**ARRONDISSEMENT**  
De  
**BONNEVILLE**  
\*\*\*\*\*

République Française  
**MAIRIE DE BONNEVILLE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS DE BONNEVILLE**

**SÉANCE DU 20 OCTOBRE 2025**

L'an deux mille vingt cinq, le vingt octobre à 19h35, le Conseil d'administration dûment convoqué le 15 octobre 2025, s'est réuni en salle d'Andey à la mairie de Bonneville, sous la Présidence de Madame Agnès GAY, Vice-Présidente du CCAS.

**Nombre de Conseillers**

En exercice 17  
Présents 10  
Absent représenté 1  
Absents 6

**ÉTAIENT PRÉSENTS (10) :**

Monsieur VALLI Stéphane, Madame GAY Agnès, Madame BENAMMAR Samira, Madame BOUCLIER Véronique, Madame VINUREL Marie-Christine, Monsieur CHRISTOPHE Bernard, Madame DEHON Catherine, Monsieur MARTIN Pierre, Madame GAY Christiane, Madame MOUILLE Carine

**VOTES :**

POUR 11  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0

**ABSENTS REPRÉSENTÉS (1) :**

Madame ANNONI Véronique a donné pouvoir à Madame BOUCLIER Véronique

**ABSENTS (6) :**

Monsieur MORRHAD Youcef, Monsieur CHERIF Ahmed, Monsieur CHATELLAIN Patrick, Madame JIMENEZ Dominique, Madame MEYNIER-CHRETIN Marie-Elisabeth, Madame PRIVE Anne-Marie

Madame Véronique BOUCLIER est désignée secrétaire de séance.

**N°D\_021\_2025 : COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LA COMMISSION PERMANENTE**

**VU** le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.123-5 et R.123-2 ;

**VU** le règlement intérieur de CCAS, adopté par délibération n°01.03.2020 du conseil d'administration en date du 7 juillet 2020 et notamment son article 2, relatif à la commission permanente, qui précise que « La commission se réunira à sa demande pour l'examen des questions courantes relatives au CCAS, l'attribution des dossiers d'aide légale et facultative » ;

**VU** la délibération n°05.03.2020 du conseil d'administration en date du 7 juillet 2020 portant désignation des membres de la commission permanente ;

**CONSIDÉRANT** les décisions suivantes prises par la commission permanente depuis le dernier conseil d'administration :

- Décision n°136/2025 – L'attribution d'une aide financière de 375€ pour le paiement de timbres fiscaux
- Décision n°137/2025 – L'attribution d'une aide financière de 348,74€ pour le paiement d'une facture d'électricité
- Décision n°138/2025 – L'attribution d'une aide financière de 455€ pour le paiement d'une facture d'électricité
- Décision n°156/2025 – L'attribution d'une aide financière de 100€ pour le paiement d'une expertise auprès d'un médecin agréé
- Décision n°157/2025 – L'attribution d'une aide financière de 100€ pour le paiement d'une facture de colonie de vacances
- Décision n°158/2025 – L'attribution d'une aide financière de 3 002€ pour le paiement de frais d'obsèques
- Décision n°159/2025 – Le refus d'attribution d'une aide financière de 290€ car la commission avait déjà soutenu précédemment cette personne pour le même motif
- Décision n°230/2025 – L'attribution d'une aide financière de 200€ pour le paiement d'une facture d'eau
- Décision n°231/2025 – L'attribution d'une aide financière de 300€ pour le règlement d'un arriéré de loyer

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- **ARTICLE 1 : PREND CONNAISSANCE** des décisions prises par la commission permanente présentées ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré à l'unanimité, les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire de séance  
Véronique BOUCLIER



Le Président du CCAS  
Stéphane VALLI



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville de Bonneville, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Pour une délibération relevant du contentieux électoral, l'article R119 du Code électoral s'applique : recours dans un délai de cinq jours.